



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE L'AGRICULTURE

Vingt-deuxième session

Rome, 16 – 19 juin 2010

Exécution du programme 2008-2009

I. Introduction

1. À sa vingt et unième session, en avril 2009, le Comité a été en mesure de passer en revue les réalisations de l'Organisation pendant l'exercice biennal précédent (2006-2007) – dans les domaines relevant du mandat du COAG – en examinant le Rapport sur l'exécution du programme 2006-2007. En ce qui concerne l'exécution du programme pendant l'exercice biennal 2008-2009, la présente session du COAG a été planifiée à une date précoce, pendant la première moitié de la première année de la période biennale, si bien qu'elle a lieu alors que le rapport sur l'exécution du programme 2008-2009 est encore en cours de préparation.

2. Anticipant la teneur du Rapport sur l'exécution du programme 2008-2009, le présent document d'information a été préparé pour exposer au Comité un résumé des résultats obtenus dans le cadre des programmes applicables, selon la structure du Programme de travail et budget (PTB) 2008-2009, dans le *Chapitre 2: Systèmes alimentaires et agricoles durables* et le *Chapitre 3: Échange de connaissances, politiques générales et activités du plaidoyer*. Le Comité souhaitera peut-être prendre note de l'information et formuler des observations sur l'exécution.

3. Dans le Rapport sur l'exécution du programme 2008-2009, qui sera publié en août 2010 pour être examiné par le Comité du programme, le Comité financier, le Conseil et la Conférence, ces résumés des réalisations (ainsi que des résumés similaires pour tous les autres programmes du PTB) seront complétés par des informations additionnelles ayant trait à l'obligation redditionnelle et aux rapports d'exécution (c'est-à-dire, les ressources et la situation d'avancement des réalisations planifiées dans le PTB).

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

II. Aperçu des résultats obtenus pendant l'exercice biennal 2008-2009, dans les domaines relevant du mandat du COAG

CHAPITRE 2: SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES DURABLES

Programme 2A: Gestion des systèmes de production végétale

4. En ce qui concerne les *ressources génétiques*, le deuxième rapport sur l'État des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde a été publié et entériné à la douzième session de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA), en octobre 2009. Il aidera les pays à déterminer les activités prioritaires liées à la conservation et l'utilisation des ressources phylogénétiques et à l'exécution du Plan d'action mondial, du Traité international et du programme de travail pluriannuel approuvé par la CRGAA. Plusieurs rassemblements internationaux ont été organisés, par exemple le Congrès mondial sur les semences; et plusieurs publications et supports de plaidoyer ont été produits. Un portefeuille substantiel de projets de renforcement des capacités a été formulé et mis en œuvre pendant l'exercice biennal, principalement en Afrique. Une autre réalisation majeure a été l'harmonisation des lois et réglementations en matière de semences pour les 15 pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ce qui facilitera le commerce des semences et renforcera les capacités techniques aux fins du développement d'une industrie semencière régionale. Le principal enseignement tiré de ces activités est qu'il est nécessaire d'adopter une approche intégrée du développement des systèmes semenciers si l'on veut mieux répondre aux besoins des populations locales et améliorer la préparation aux situations d'urgence.
5. S'agissant du *Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*, la troisième session de l'Organe directeur s'est tenue en juin 2009. L'un de ses principaux résultats a été l'adoption des procédures relatives à l'exercice des fonctions de la tierce partie bénéficiaire, qui ont ensuite été approuvées par le Conseil de la FAO. Le Plan stratégique (2009-2014) relatif à la mise en œuvre du fonds fiduciaire pour le partage des avantages vise – entre autres objectifs – à mobiliser 116 millions d'USD. L'établissement d'un programme conjoint, FAO et Bioversity International, de renforcement des capacités permettra de répondre plus facilement aux demandes d'aide des Parties pour la mise en œuvre du Traité. Des progrès rapides ont été accomplis dans le cadre du Système multilatéral, notamment grâce aux 11 projets bénéficiant d'un appui du fonds pour le partage des avantages. Aujourd'hui, on compte plus d'un million d'entrées végétales dans le système et plus de 600 transferts de matériel génétique ont lieu chaque jour sur la base d'accords types relatifs au transfert de matériel.
6. La FAO, en coopération avec le Centre international de la pomme de terre, a célébré l'*Année internationale de la pomme de terre* en 2008. La FAO a été au nombre des organisateurs du premier Congrès horticole pour toute l'Afrique et elle a accueilli conjointement avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) une consultation internationale sur le développement de la culture de Jatropha. L'expérience acquise à cette occasion a permis de dégager les principaux éléments requis pour appuyer l'horticulture urbaine et périurbaine, qui pourront servir de base à l'élaboration de nouveaux projets.
7. L'application des approches écosystémiques pour favoriser *l'intensification durable de la production végétale* a été promue dans une brochure intitulée: "*Increasing crop production sustainably*". Un cadre pour l'intensification durable, synthétisant la gamme d'options dont disposent les hauts responsables aux échelons local, national et international, a été élaboré à l'issue d'un processus itératif. Il permettra au secteur de la production végétale d'accroître la production et de gérer les services écosystémiques, y compris la pollinisation, la qualité des sols, le piégeage du carbone et la biodiversité agricole, grâce à un vaste éventail d'approches telles que l'agriculture de conservation, la protection intégrée et l'agriculture de précision. Les autres travaux liés à l'agriculture de conservation sont les suivants: une consultation d'experts sur la santé des sols (juillet 2008), la participation au quatrième Congrès mondial sur l'agriculture de conservation

(février 2009) et une conférence internationale sur l'agriculture de conservation en Asie centrale (juillet 2009), sans oublier la création sur l'Internet d'une "communauté de pratique".

8. Le rôle joué par les herbages dans le piégeage du carbone et l'atténuation des effets du changement climatique a fait l'objet d'un atelier qui a débouché sur la création d'un groupe de travail sur ce thème. L'atelier a aussi jeté les bases d'un programme de travail lié à l'intensification durable de la production végétale et animale. Les contributions au groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (dans le cadre de la sixième session de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de juin 2009) ont consisté en un document technique et une manifestation organisée en marge de la session sur le rôle potentiel des herbages dans la diminution de l'émission de gaz à effet de serre. Par ailleurs, un site web consacré à l'action mondiale sur les services de pollinisation pour l'agriculture durable a été lancé en octobre 2009. Des cartes fondées sur les systèmes d'information géographique (SIG) et du matériel pédagogique destinés à aider les pays partenaires à élaborer des cartes participatives pour appuyer les plans de gestion de la pollinisation ont été préparés. Un examen des effets du changement climatique sur les agents pollinisateurs a permis de recenser les informations à collecter pour évaluer la vulnérabilité des pays.

Programme 2B: Gestion des systèmes de production animale

9. Les efforts ont été centrés sur l'aide à apporter aux pays pour que le secteur de la production animale contribue davantage à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, moyennant une meilleure productivité de l'élevage (efficacité de la production). Par exemple, 26 aperçus sectoriels nationaux sur l'aviculture ainsi que 45 documents techniques sur différents aspects de la production de volaille ont été préparés. Deux rapports majeurs sur la biosécurité ont vu le jour. Quatre études de cas nationales sur la production laitière ont été publiées, de même qu'un livre sur le prix du lait, tandis que les travaux préparatoires d'un rapport fondamental sur le lait et la nutrition humaine ont débuté. Le bien-être animal mobilisant une plus grande attention, une consultation d'experts sur ce thème a débouché sur la création d'un portail interactif consacré à ce sujet, '*Gateway to Animal Welfare*', et l'élaboration d'une série de directives pratiques.

10. En 2009, la rédaction d'un manuel de première importance sur la conception des abattoirs de petite et moyenne tailles a débuté (le manuel devrait être achevé en 2010). Les activités liées à une initiative sur l'alimentation animale ont aussi commencé, notamment une consultation d'experts et la promotion d'un dialogue fructueux entre les organismes de réglementation et les industriels du secteur de l'alimentation animale. Un manuel de fond sur l'alimentation animale a été préparé avec l'Association internationale d'alimentation animale. L'élaboration des directives et normes de secours du bétail a été entreprise avec plusieurs partenaires.

11. Suite à l'adoption du Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques, l'État des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde et le Plan d'action mondial ont été largement diffusés dans toutes les langues de travail officielles. Des stratégies de sélection animale pour la gestion durable des ressources zoogénétiques ont été entérinées par la CRGAA. La reconnaissance du rôle important joué par les petits éleveurs, en particulier dans les pays en développement, en tant que gardiens de la majeure partie des ressources zoogénétiques mondiales, s'est traduite par la production d'une publication intitulée '*Livestock Keepers – guardians of biodiversity*'. On a poursuivi le développement du système d'information sur la diversité des animaux domestiques (DAD-IS), en tant qu'outil d'information et de suivi convivial au service des pays (il couvre actuellement 13 900 races nationales), et on y a intégré des descriptions géo-référencées de la distribution des races et des environnements de production en vue de faciliter la planification et la modélisation prospective. Plus de 50 pays ont bénéficié d'une aide, sous la forme de l'utilisation de techniques nucléaires, pour la caractérisation génétique de la volaille, des porcins et des petits ruminants et l'amélioration génétique des bovins laitiers. Plus de 20 ateliers régionaux de renforcement des capacités sur des questions techniques et politiques ont été organisés.

Programme 2C: Maladies et ravageurs des animaux et des plantes

12. Un appui technique a été fourni à 25 pays (essentiellement dans le cadre de projets extrabudgétaires) pour améliorer la législation et la gestion en matière de *pesticides*. Des progrès notables ont aussi été accomplis en termes de réduction des risques liés aux pesticides périmés dans 9 pays africains, ainsi qu'en Syrie, au Paraguay et en Bolivie. Cette approche de la gestion des pesticides axée sur le cycle de vie comporte la promotion de la ratification de la Convention de Rotterdam, si bien que 10 nouveaux pays ont ratifié la Convention en 2008-2009, faisant passer le nombre total de Parties à 131. Le Secrétariat mixte FAO/Programme des Nations Unies pour l'environnement a fourni une assistance technique directe à plus de 55 pays pour les aider à mettre en œuvre la Convention et conduit des activités de conseil sur les façons d'intégrer la Convention dans les programmes nationaux relatifs à la gestion des pesticides.
13. En 2008, un nouveau pesticide a été listé dans l'annexe III de la Convention, portant à 40 le nombre total de produits chimiques soumis à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, tandis que trois autres ont fait l'objet d'une recommandation préconisant leur inscription sur la liste. Les spécifications techniques relatives à 53 pesticides ont été formulées et les limites maximales de résidus ont été évaluées pour 68 pesticides, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). De plus, quatre nouvelles directives techniques sur des aspects du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides ont été publiées. Les stratégies de protection intégrée ont bénéficié d'un appui renforcé dans plusieurs régions.
14. Le Secrétariat de la *Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)* a organisé deux sessions de la Commission des mesures phytosanitaires, au cours desquelles pas moins de 13 normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) ont été adoptées. Le Secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec la Convention sur la diversité biologique, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce et d'autres partenaires en vue d'améliorer la protection de la biodiversité végétale contre les ravageurs et d'endiguer l'introduction de nouvelles espèces végétales invasives. Au total, 45 sessions de formation et ateliers ont été organisés, dans le but de faciliter l'échange d'information, de renforcer l'évaluation des capacités dans le domaine phytosanitaire, d'analyser les risques liés aux ravageurs et d'examiner l'application des NIMP.
15. La FAO a satisfait aux demandes des pays et partenaires concernant l'application de la technique de l'insecte stérile pour lutter contre différents insectes nuisibles, notamment en apportant un appui technique à des projets en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Par exemple, le Gouvernement du Mexique a annoncé l'éradication de la pyrale des cactus invasive (*Cactoblastis cactorum*) dans les Caraïbes mexicaines, les mouches du fruit ont été éradiquées de deux provinces dans le sud du Pérou et deux zones au Panama ont été officiellement déclarées indemnes de la mouche du fruit, ce qui a ouvert des marchés de l'exportation fructueux. Une société privée spécialisée dans la technique de l'insecte stérile et dotée d'une installation d'élevage intensif de lépidoptères stériles a été établie en Afrique du Sud. La sélection de mutants a été utilisée pour améliorer la productivité des cultures, avec la diffusion de 41 variétés mutantes de 13 espèces végétales dans plus de 10 pays.
16. Conformément aux principes de prévention des situations d'urgence, qui font partie intégrante du cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire, le *volet protection des plantes du système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontalières des animaux et des plantes (EMPRES)* a poursuivi ses travaux sur le plaidoyer, l'alerte/la détection précoce, la planification des interventions d'urgence et la promotion des technologies de lutte respectueuses de l'environnement. L'expérience acquise grâce aux activités de lutte contre le criquet pèlerin a été appliquée à d'autres espèces de criquet, ainsi qu'à un nombre croissant d'autres ravageurs transfrontaliers. Le service d'information sur le criquet pèlerin a continué d'assurer sa surveillance quotidienne des conditions environnementales et de la situation, en émettant des avertissements précoces, des prévisions, des alertes et des bulletins d'information

sur la situation, à l'intention des pays. De nombreux ateliers et des cours de formation régionaux et nationaux ont été organisés sur les systèmes de gestion de données, les technologies avancées de suivi et de notification concernant les criquets et l'expérimentation du nouveau matériel de pulvérisation. La création en 2009 de centres autonomes de lutte contre le criquet du désert dans les pays les plus concernés (le Tchad, le Niger, le Mali et la Mauritanie) fait partie des réalisations à saluer. Une conséquence tangible a été que les autorités nationales de Mauritanie sont parvenues à réagir rapidement et efficacement face à une infestation de criquets pendant l'automne 2009. En coopération avec l'Organisation internationale de l'Afrique centrale et méridionale contre le criquet nomade (IRLCO-CSA), la FAO a aussi maîtrisé avec succès une recrudescence du criquet nomade en Tanzanie, au Malawi et au Mozambique entre la mi-2008 et début 2009.

17. L'analyse détaillée des capacités de lutte contre trois espèces de criquet importantes au plan économique dans les pays du Caucase et d'Asie centrale a été achevée et les pays concernés ont entériné un programme quinquennal pour améliorer la gestion nationale et régionale de la lutte contre les criquets. On a aussi constaté un essor de l'utilisation de biopesticides dans la lutte contre les criquets. Les pays sont encouragés à enregistrer et utiliser les biopesticides dans les zones fragiles au plan écologique et dans le cadre de la lutte préventive.

18. Les travaux relatifs aux autres *maladies transfrontalières des plantes* ont été liés à la rouille du blé et à des maladies de la banane et du manioc. En 2008, la FAO a lancé le programme mondial sur la rouille du blé pour faire face à la menace liée à l'apparition de nouvelles souches virulentes de rouille du blé, auxquelles quelque 80 % des cultivars de blé mondiaux sont sensibles. La FAO a assuré une formation sur l'analyse et le dépistage de la rouille de blé et facilité la diffusion accélérée et la multiplication des semences de variétés résistantes. Un système mondial de surveillance de la rouille des céréales a été lancé en avril 2009, les pays échangeant des données de surveillance du terrain normalisées. La FAO a travaillé en étroite collaboration avec la Communauté du développement de l'Afrique australe, l'Institut international d'agriculture tropicale et Bioersity International pour faire front à la situation d'urgence créée par la diffusion de deux graves maladies de la banane en Afrique. Elle a contribué à fournir une formation sur les enquêtes et le dépistage relatifs à ces maladies dans des pays pilotes et réalisé deux évaluations de la sécurité alimentaire et des études socio-économiques sur leurs impacts et les risques associés. En outre, en 2009, en collaboration avec une série de partenaires, la FAO a élaboré une stratégie régionale de lutte contre deux des principales maladies du manioc, dans 15 pays d'Afrique centrale, orientale et australe.

19. Face aux invasions de chenilles processionnaires et d'*achaea* en Côte d'Ivoire, au Liberia, en Guinée et au Ghana, début 2009, qui ont suscité des inquiétudes dans toute la région quant à leurs retombées potentielles sur les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la santé humaine, un atelier sous-régional a été organisé pour examiner la question des ravageurs transfrontaliers des plantes en Afrique de l'Ouest, selon une approche plus intégrée et systématique. L'atelier s'est conclu par la formulation de propositions de programmes spécifiques destinés à être appuyés par la communauté internationale.

20. En ce qui concerne les maladies animales, un appui extrabudgétaire conséquent a été mobilisé pour faire face à la crise de *la grippe aviaire hautement pathogène*. Une stratégie mondiale pour le contrôle progressif de la grippe aviaire hautement pathogène a été élaborée, entérinée et publiée conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Un comité mixte FAO/OIE sur *l'éradication mondiale de la peste bovine* a été créé pour faire office d'organe consultatif à l'approche de la déclaration mondiale de l'éradication de la peste bovine, prévue au milieu de l'année 2011. Dans le domaine de la fièvre aphteuse, on a conçu une approche intitulée démarche de maîtrise par étapes, susceptible d'être étendue à d'autres maladies. Par ailleurs, la FAO a continué de fournir un appui en faveur des programmes de lutte contre les maladies transmises par un vecteur, y compris la trypanosomose (programme de lutte contre la trypanosomose africaine - PLTA).

21. La FAO a offert une assistance technique pour renforcer les services vétérinaires et les systèmes de santé animale nationaux, notamment en ce qui concerne les exigences liées à la quarantaine animale et l'importation, la production de vaccins et les laboratoires de référence, et encouragé l'expansion des réseaux mondiaux de santé publique vétérinaire. Le dépistage et la confirmation précoces de nouveaux foyers de maladies animales transfrontières ont été favorisés par la mise sur pied, en partenariat avec l'OIE et l'OMS, du système mondial d'alerte précoce et d'action pour les maladies animales transfrontières, une plate-forme visant à faciliter la circulation de l'information sur les maladies, l'alerte précoce et la communication des risques. Parmi les autres activités intéressantes, on peut citer la surveillance de l'interface élevage-faune sauvage et la création du centre de gestion des crises à Rome. Des études d'impact socio-économique ont été entreprises pour la peste des petits ruminants et la grippe aviaire hautement pathogène, comportant notamment des conseils sur les stratégies de compensation à mettre en œuvre dans les pays touchés ou à risque.

Programme 2D: Nutrition et protection du consommateur

22. L'Initiative intersectorielle sur la diversité biologique pour l'alimentation et la nutrition a mis en lumière les liens existant entre l'agriculture, la santé et l'environnement. Pour étudier la qualité et la sécurité sanitaire des aliments ainsi que les aspects nutritionnels, la FAO a prôné l'adoption de l'approche filière, qui veille à ce que la production animale et végétale prenne effectivement en compte les besoins nutritionnels des populations, tout en promouvant des régimes alimentaires durables. Des publications et des documents techniques ont été préparés sur l'impact du changement climatique et de la bioénergie sur la nutrition et le rôle que les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation jouent dans la réduction du fossé nutritionnel, la diversification des régimes alimentaires et l'amélioration de la situation nutritionnelle.

23. La FAO a également produit des directives et des outils d'enquête pour renforcer les capacités nationales en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition (par exemple, le document sur le rôle et la position de la FAO concernant l'enrichissement des aliments; quatre documents à utiliser pour incorporer des objectifs liés à la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence dans les cadres d'aide au développement et les processus d'action communautaire). L'adoption d'approches fondées sur l'alimentation pour diversifier les régimes alimentaires et combattre les carences en micronutriments a fait l'objet d'une promotion active. On s'est attelé aux travaux préparatoires liés à l'établissement d'un groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, dans le cadre de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), et au fonctionnement d'EMPRES-chaîne alimentaire, avec ses trois composantes (santé des animaux, santé des plantes et sécurité sanitaire des aliments).

24. Des outils simples et normalisés d'évaluation des régimes alimentaires, y compris le barème d'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages et le questionnaire sur la diversité des aliments consommés, qui portent tant sur la quantité que sur la qualité des aliments, sont de plus en plus largement adoptés et ont été intégrés dans un grand nombre d'enquêtes et de projets, tandis qu'un appui a été fourni pour encourager les pays et les institutions locales et nationales à les utiliser. Du point de vue des partenariats importants, la FAO a participé à la relance du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, un important mécanisme de coordination interinstitutions ayant trait aux politiques, programmes et outils dans le domaine de la nutrition; à l'Initiative de partenariat FAO/OMS/PAM/UNICEF visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants et au *Global Nutrition Cluster* du Comité permanent interorganisations chargé de la nutrition dans les situations d'urgence.

25. Une assistance technique directe, dans le cadre de projets et initiatives concernant l'éducation nutritionnelle, la communication et l'apprentissage par la création de jardins, a été fournie à près de 30 pays. Des instructions et du matériel pédagogiques et techniques, imprimés et électroniques, ont été diffusés (notamment par l'intermédiaire du site web "Nourrir les esprits Combattre la faim") pour sensibiliser à l'importance de régimes alimentaires nourrissants et appuyer les stratégies et programmes éducatifs nationaux sur l'alimentation et la nutrition. Les

publications ont été les suivantes: “*Educating Consumers to Cope with High Food Prices*”; “*Innovations in Food Labelling*”; le “Guide de nutrition familiale”; et le “*School Garden Teaching Toolkit*”, qui accompagne le fameux manuel de la FAO intitulé “Créer et diriger un jardin scolaire”.

26. Un cours d'enseignement à distance, en 12 modules, sur la *composition des aliments* a été mis au point et testé. Il est aujourd'hui largement utilisé, tandis que les bases de données nationales et régionales sur la composition des aliments ont été actualisées. Une consultation d'experts sur les matières grasses et les acides gras dans la nutrition humaine, qui a été conduite en collaboration avec l'OMS, a débouché sur la formulation d'avis scientifiques en matière de nutrition destinés aux comités du Codex et à des pays ou régions individuels.

27. La *Commission du Codex Alimentarius* a adopté 73 normes ou textes apparentés du Codex, nouveaux ou révisés, y compris les normes et textes liés aux codes d'usages en matière d'hygiène et les directives relatives à l'évaluation et aux programmes de réglementation d'assurance de la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que plusieurs recommandations sur les concentrations maximales d'additifs alimentaires et de contaminants et les limites maximales de résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires. Des politiques d'analyse des risques ont été élaborées pour les organes subsidiaires s'occupant de la sécurité sanitaire des aliments. Parmi les nouveaux domaines d'intervention, on peut citer la maîtrise des virus dans les aliments et l'analyse des risques liés à la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire. La Commission a approuvé plusieurs recommandations visant à améliorer la participation des pays en développement, se référant notamment aux actions de renforcement des capacités et au fonds fiduciaire du Codex.

28. Divers rapports techniques ont été produits, par exemple les rapports des comités mixtes d'experts FAO/OMS sur les additifs alimentaires, sur l'évaluation des risques microbiologiques, sur les nanotechnologies dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture et sur l'évaluation des avantages et des risques de l'utilisation du “chlore actif” dans la transformation des aliments. Ils ont donné naissance à des normes, des directives et des recommandations visant l'amélioration des programmes de contrôle des aliments. Les fonds mis à disposition par l'Initiative mondiale en faveur des avis scientifiques relatifs à l'alimentation ont facilité la collecte et l'analyse de données scientifiques nationales et régionales.

29. En ce qui concerne *la sécurité sanitaire et le contrôle des aliments*, la FAO a fourni à plus de 75 pays une assistance technique ayant trait à la réglementation et la gestion du contrôle des aliments, y compris l'élaboration de politiques réglementaires, l'évaluation des risques et l'utilisation de bonnes pratiques en matière d'hygiène par les opérateurs de toutes les étapes de la chaîne alimentaire, complétée par une formation lors de manifestations sous-régionales, régionales et internationales sur la sécurité sanitaire des aliments. Cette démarche a considérablement renforcé les systèmes d'inspection des aliments et les laboratoires d'analyse alimentaire et encouragé l'utilisation du cadre d'analyse des risques pour appuyer les prises de décision nationales en matière de sécurité sanitaire des aliments. Une série d'outils, manuels et publications de formation sur la sécurité sanitaire des aliments ont été produits, couvrant: l'analyse des risques dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments génétiquement modifiés, l'inspection des aliments axée sur les risques, l'inspection des produits halieutiques axée sur les risques et le lien entre la qualité des produits alimentaires et leur origine géographique. Les travaux concernant les outils associés ont été les suivants: directives relatives aux interventions d'urgence dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, recueil d'outils de formation pratique sur l'analyse des risques alimentaires et l'échantillonnage des aliments, manuel sur le contrôle des aliments importés et matériel de formation actualisé sur la gestion de la sécurité sanitaire des aliments dans les petites entreprises.

30. S'agissant de l'utilisation des techniques nucléaires, les réalisations ont été les suivantes: l'adoption de huit traitements phytosanitaires par irradiation, en vue de leur inclusion dans les normes de la CIPV; la poursuite de la mise au point de traitements additionnels dans le cadre du

projet de recherche coordonnée sur les doses d'irradiation génériques dans les traitements de quarantaine; la participation à la révision des normes fondamentales de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en matière de sécurité. Il convient de noter que plus de 90 pays ont bénéficié d'une aide visant à renforcer leur capacité d'appliquer des techniques analytiques soumises à un contrôle qualité pour suivre et mesurer les résidus de produits chimiques dans les aliments et l'environnement, ce qui a contribué à la protection de la santé des consommateurs et au respect des exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments pour faciliter le commerce international. En outre, plus de 16 pays ont travaillé avec la division mixte FAO/AIEA sur la faisabilité de l'irradiation post-récolte à des fins phytosanitaires.

Programme 2K: Gestion durable des ressources naturelles

31. Dans le domaine intitulé *Système foncier, réforme agraire et accès aux ressources naturelles*, les travaux relatifs à l'élaboration de directives volontaires définissant des principes et des pratiques acceptés dans le monde entier pour une gouvernance responsable de la terre et des autres ressources naturelles ont débuté. Des réunions consultatives ont été organisées afin de recenser les questions à prendre en compte pendant la préparation des directives. L'appui d'un fonds fiduciaire a été obtenu pour organiser des consultations régionales et des consultations de la société civile additionnelles et pour poursuivre le travail de préparation en 2010 et 2011. L'acquisition par des pays investisseurs de vastes surfaces de terre dans d'autres pays pour la production de biocarburants et d'aliments a pris une dimension internationale pendant la période biennale. La FAO, en collaboration avec le FIDA, la Banque mondiale et l'Institut international pour l'environnement et le développement, a étudié les implications de ce type d'investissement sur l'accès à la terre et les moyens d'existence des populations rurales dans les pays concernés. La FAO a préparé des directives applicables aux programmes publics d'acquisition de terre et de compensation, en collaboration avec la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) et la Fédération internationale des géomètres. La FAO et ONU-HABITAT, dans le cadre de l'initiative sur les catastrophes naturelles du Comité permanent interorganisations de l'ONU sur l'aide humanitaire, a compilé une série de notes de synthèse et études de cas nationales pour faire mieux comprendre la nécessité de prendre en compte la question du régime foncier lors des interventions liées à des catastrophes naturelles. Des directives ont été préparées sur le bornage participatif des terres. On a élaboré un cadre (et obtenu des ressources extrabudgétaires) pour que les systèmes de cadastrage et d'enregistrement foncier utilisent un logiciel libre dans les pays en développement. Le régime foncier et l'administration des terres sont restés un domaine de collaboration majeure avec la Banque mondiale et d'autres partenaires de financement, et une assistance technique a été fournie à un grand nombre de pays dans ce domaine.

32. La FAO est restée fidèle à son principe de contribuer systématiquement aux efforts collectifs visant la conservation et l'utilisation durable de tous les éléments de la diversité biologique, notamment les plantes, les animaux, les poissons, la forêt, les ressources génétiques microbiennes et invertébrées relevant des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. La CRGAA, à sa treizième session ordinaire, a obtenu tous les résultats et atteint tous les objectifs d'étape prévus dans son programme de travail pluriannuel. La Commission a examiné dans le détail les négociations en cours sur l'accès aux ressources et le partage des avantages et préparé le terrain pour la résolution 18/2009 de la Conférence de la FAO sur les "Politiques et dispositions relatives à l'accès aux ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et au partage des avantages en découlant". Enfin, la Commission a établi un nouveau groupe de travail technique intergouvernemental qui est chargé des ressources génétiques forestières et vient compléter le groupe chargé des ressources phytogénétiques et le groupe chargé des ressources zoogénétiques. Ce nouveau groupe contribuera plus particulièrement à la préparation du premier rapport jamais produit sur l'État des ressources génétiques forestières dans le monde.

33. Dans le domaine intitulé "*efficacité d'emploi, qualité et conservation de l'eau en agriculture*", AquaCrop, le modèle mis au point par la FAO pour simuler l'évolution du rendement en fonction de l'eau pour toutes les grandes cultures herbacées, a été rendu public. Il

est conçu pour étudier les situations où l'eau est l'un des principaux facteurs limitants de la production végétale ou pour faire des prévisions de rendement selon divers scénarios de changement climatique. Les directives relatives à la: "Modernisation de la gestion de l'irrigation – Cartographie des systèmes et des services pour la gestion des canaux (MASSCOTE)" sont censées compléter AquaCrop, en s'intéressant aux "systèmes d'irrigation sous pression" ainsi qu'à la distribution d'"eau multi-usages". Cet outil a été adopté par plusieurs provinces en Chine et certains États de l'Inde à des fins d'évaluation, dans le cadre de plans d'investissement pour la modernisation de l'irrigation, tandis que la Banque mondiale a promu son utilisation dans d'autres pays d'Asie. En outre, des directives relatives à la: "planification et la conception des systèmes de drainage des terres" et "l'utilisation sans risque des eaux usées en agriculture" ont été préparées en partenariat avec l'OMS. Il conviendra d'associer la diffusion de ces outils ou produits à des activités de suivi et de renforcement des capacités afin de favoriser leur adoption généralisée et leur utilisation par les diverses parties prenantes.

34. Pendant l'exercice biennal 2008-2009, la FAO a promu une approche intégrée et pluraliste du développement et de la gestion durable des ressources en terre et en eau, tenant compte de la pression exercée par les populations rurale et urbaine en pleine expansion sur ces ressources. On s'est particulièrement intéressé à la gestion des écosystèmes fragiles, notamment les zones humides, et aux méthodes favorisant la conservation de l'humidité des sols et l'adaptation à la variabilité du climat dans les zones d'agriculture pluviale, notamment l'atténuation des sécheresses. La reconstitution des nappes phréatiques et l'impact du changement climatique sur les ressources en terre et en eau ont fait l'objet d'études supplémentaires. La FAO a continué d'héberger le programme d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides, financé par le Fonds pour l'environnement mondial, qui a dégagé des orientations pour l'évaluation et la planification des terres, et d'appuyer les travaux liés à l'Étude mondiale des approches et des technologies de conservation, une base de données des meilleures pratiques en matière de conservation des sols et de l'eau. De plus, la possibilité de mettre en œuvre à l'échelon national des stratégies de paiement pour les services environnementaux rendus dans le domaine de la gestion des terres et de l'eau, a été évaluée. En 2009, les travaux préparatoires sur l'État des ressources en terres et en eau dans le monde, conduits en collaboration avec les institutions chefs de file dans les domaines des ressources en terre et en eau, ont débuté.

35. En 2008, la base de données harmonisée des sols du monde a été rendue publique (en collaboration avec quatre grands partenaires: l'Union européenne, l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, le Centre international de référence et d'information pédologique et l'Académie chinoise des sciences agricoles). Il s'agit d'une version améliorée de la carte numérique mondiale des sols FAO/UNESCO, déjà ancienne. L'actualisation de l'étude mondiale sur les zones agro-écologiques a aussi fait des progrès importants. La base de données mondiale sur l'utilisation des terres à l'échelon infranational (Agro-Maps) a été étendue et une carte du système mondial d'utilisation des terres a été mise en ligne. Le rapport sur l'eau numéro 34: "*Irrigation in the Middle East Region in Figures: AQUASTAT Survey 2008*" a été publié. La FAO a fourni des informations pour: le document intitulé: "*The resources outlook to 2050*", préparé à l'occasion du Sommet mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire de 2009, le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau numéro 3, préparé par ONU-eau, la session sur l'information et l'intégration des données du cinquième Forum mondial de l'eau et la préparation des Recommandations internationales sur les statistiques de l'eau. En collaboration avec le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche, des études pilotes ont été entreprises en Algérie, au Maroc et en Tunisie, en vue d'améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion de données ventilées par sexe. Le renforcement des capacités en matière de surveillance des ressources en eau et production de statistiques sur l'eau s'est déroulé dans le cadre du recensement mondial de l'agriculture 2010.

36. Pendant la période biennale, le système mondial d'observation terrestre (SMOT) a continué de défendre l'amélioration de la qualité et de la couverture de l'observation systématique de la planète, en appuyant activement le processus du système des systèmes de l'observation terrestre globale (GEOSS) du Groupe pour l'observation terrestre (GEO). Le SMOT a appuyé les

programmes de la FAO ayant trait aux ressources naturelles, en assurant une surveillance de la couverture terrestre et des incendies et en fournissant des produits d'information apparentés. Le Réseau mondial sur le couvert végétal a centré ses efforts sur l'application de normes et de systèmes de classification et bases de données relatifs au couvert végétal harmonisés.

37. Les activités liées à la production animale relevant de ce programme ont contribué à la préparation de trois publications de premier plan sur l'analyse, les politiques et l'environnement du secteur de l'élevage: la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2009, intitulé "Le point sur l'élevage" et deux volumes "*Livestock in Changing Landscape – Drivers, Consequences and Responses*" et "*Livestock in Changing Landscape – Experiences and Regional Perspectives*". Un rapport technique sur les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de la production laitière servira de base à une future publication plus importante sur les options envisageables pour développer un secteur de l'élevage à faible émission de gaz à effet de serre. Parallèlement à ces travaux analytiques, la FAO a appuyé des projets pilotes pour acquérir des connaissances directes sur la question des biens publics dans le secteur de la production animale, expérimenter de nouvelles options d'amélioration et contribuer à l'atténuation du changement climatique.

38. Concernant la bioénergie, les travaux ont été les suivants: production de documents techniques destinés à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies", de 2008, et l'étude FAO-Policy Innovation Systems for Clean Energy Security (PISCES)/ministère britannique du développement international (DFID) intitulée: "*Small scale bioenergy initiatives: Brief description and preliminary lessons on livelihood impacts from case studies in Asia, Africa and Latin America*". La FAO a organisé une consultation technique sur les initiatives de bioénergie et les moyens d'existence durables: "*How to design, implement and replicate sustainable small-scale livelihood-oriented bioenergy initiatives*". De plus, 2009 a été l'année du lancement du projet BEFSCI des critères et indicateurs relatifs à la bioénergie et la sécurité alimentaire, tandis que des ressources ont été mobilisées pour financer des travaux sur les systèmes intégrés de production énergétique et alimentaire, en 2010.

39. Pour ce qui est des activités liées au climat, un outil a été mis au point, la "CM Box" (Crop Monitoring Box), pour fournir un suivi et des prévisions agrométéorologiques des cultures à l'échelon national. L'outil peut être adapté aux exigences nationales spécifiques et a d'ailleurs été adopté par plusieurs pays. La méthode "Rainfall Estimate" (FAO-RFE) pour l'Afrique est aussi un nouvel outil indépendant, permettant d'estimer la quantité des précipitations en se fondant sur les données satellites et les données du terrain. L'une des applications immédiates de ces deux outils est leur utilisation dans le domaine de l'assurance récolte indexée, qui a été testée au Malawi et peut facilement être étendue à d'autres cultures. Grâce à la CM Box, une étude approfondie a été conduite sur l'impact du changement climatique au Maroc.

40. Dans le contexte des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la FAO a rappelé sans relâche que l'agriculture devait faire partie de la solution, donc être dûment reflétée dans les résultats éventuels de ces négociations, notamment grâce à des mécanismes de financement permettant au secteur de l'agriculture, y compris les petits agriculteurs, de s'adapter aux effets et de contribuer à l'atténuation du changement climatique. L'importance de gérer les arbitrages entre les actions "REDD-plus", liées à la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et l'expansion de l'agriculture a été explicitée. Les contributions spécifiques à ces négociations ont consisté en notes d'orientation, trois publications de fond, l'organisation de/la participation à 6 manifestations tenues en marge des négociations, et l'appui à l'organisation du "Agriculture and Rural Development Day" I et des "Forest Days" I, II et III.

41. Les autres activités liées au changement climatique comprennent notamment les réunions d'experts préparatoires de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, de 2008, et la rédaction de plusieurs documents d'information. Un outil d'apprentissage électronique: "*Planning for community based*

adaptation to climate change” a été développé sur l'Internet, de même qu'un guide sur la gestion des risques intitulé “*Guidebook for Disaster Risk Management Analysis*”. La deuxième phase du premier projet de la FAO portant sur l'adaptation au changement climatique, et plus spécifiquement sur l'adaptation des moyens d'existence au changement climatique, est arrivée à son terme. Ce projet (conduit au Bangladesh) a permis de recenser, de tester sur le terrain et de documenter plus d'une soixantaine de pratiques d'adaptation climatique adaptées aux réalités locales, dans les zones agricoles exposées à la recrudescence de la sécheresse et de la salinisation des sols. Les suites qui lui seront données pendant la période 2010-2015 ont mobilisé un montant additionnel de 4 millions d'USD. D'autres projets liés à l'adaptation au changement climatique ont été lancés.

42. Dans le contexte du programme ONU-REDD (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), des progrès considérables ont été enregistrés en matière de mesure, notification et vérification. Le renforcement des capacités a fait l'objet de cours et d'ateliers techniques spéciaux. Dans le but d'appuyer les activités nationales, la FAO a fourni un appui technique, des outils et des données dans l'ensemble des neuf pays pilotes du programme ONU-REDD, de manière à les aider à mettre sur pied des systèmes de mesure, notification et vérification. Un progrès décisif a été accompli en termes de disponibilité des données de télédétection, dans le cadre du programme d'Évaluation des ressources forestières mondiales, à savoir, la mise à disposition gratuite de données de télédétection prêtes à l'emploi. Des avancées ont aussi été enregistrées dans le domaine de l'évaluation des multiples avantages apportés par les forêts.

Programme 2L: Technologie, recherche et vulgarisation

43. Une assistance technique a été fournie à plusieurs pays africains aux fins de l'amélioration de leurs systèmes nationaux de recherche agricole. La capacité de formuler et de mettre en œuvre des politiques de recherche dans le domaine des biotechnologies et des réglementations en matière de biosécurité a été renforcée par la fourniture d'une information neutre et fondée sur des données scientifiques et l'apport d'une assistance technique aux échelons national et régional. Une consultation d'experts a évalué les besoins en matière de promotion de l'innovation agricole dans les pays d'Asie centrale. La FAO a procédé à l'examen mondial des bonnes pratiques en matière de services de vulgarisation et de conseil dans le secteur agricole et préparé un module de formation sur les politiques et les stratégies de réforme de la vulgarisation agricole, ces deux activités offrant une bonne base pour améliorer les services nationaux de vulgarisation et de conseil. Des projets liés au Réseau virtuel de communication pour la vulgarisation et la recherche ont été lancés, poursuivis ou achevés dans plusieurs pays. Une plate-forme interactive révisée consacrée à l'information et au partage des connaissances sur les technologies validées pour les petits exploitants (Technologie pour l'agriculture - TECA) a été lancée. Un soutien continu a été apporté à la gouvernance du Forum mondial de la recherche agricole et au partenariat avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), ainsi qu'à l'établissement d'un forum mondial sur les services de conseil agricole.

44. Pour le Secrétariat du Conseil scientifique du GCRAI, l'exercice biennal 2008-2009 a été une période de transition. Dans le cadre général du processus de remaniement du GCRAI, le Conseil scientifique est devenu le Conseil de partenariat scientifique indépendant, doté d'un mandat ajusté centré sur: les études stratégiques sous-tendant les recherches du GCRAI; l'évaluation des propositions de recherche du “mégaprogramme” du GCRAI; la mobilisation de la science pour le programme de recherche du GCRAI et l'évaluation de son impact. Le remaniement a eu lieu officiellement en décembre 2009. Le Conseil scientifique a organisé conjointement à d'autres institutions et parrainé le forum des sciences qui s'est tenu à l'université de Wageningen en juin 2009 pour examiner: la mobilisation des liens scientifiques à l'échelle mondiale, en particulier dans le domaine de la “science de la capacité de récupération”; le futur de l'alimentation; les changements requis dans la génération des sciences et recherches agricoles et des découvertes technologiques; l'éco-efficience dans les écosystèmes agricoles; et l'économie verte. Les principaux résultats des études et examens du Conseil scientifique ont été les rapports

d'examen externe de la gestion des programmes de l'Institut international de recherche sur le riz, de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides et de Bioversity International. Le Conseil a publié une évaluation effectuée sur un an, intitulée "*Review of the Social Sciences in the CGIAR*" ainsi que deux autres documents: "*Biotechnology, Biosafety and the CGIAR*" et "*Defining and refining good practices in ex post impact assessment*". Un atelier a été organisé avec des cadres du secteur privé et des scientifiques du GCRAI sur la responsabilité de la gestion de la propriété intellectuelle.

Programme 2M: Infrastructure et agro-industries rurales

45. La plupart des efforts ont été centrés sur la promotion des *entreprises agricoles compétitives* et l'amélioration des filières et de la liaison des producteurs avec les marchés, grâce à une coopération interinstitutions renforcée avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le FIDA – par exemple, les organisations ont accueilli conjointement le Forum mondial pour l'agro-industrie à Delhi en avril 2008 et les forums régionaux correspondants pour l'Asie (en Chine en novembre 2009) et l'Amérique latine (à Lima (Pérou) en octobre 2009), ainsi que la Conférence de haut niveau sur le développement des agro-industries et de le secteur agro-alimentaire en Afrique, organisée à Abuja en mars 2010. De plus, des sites web et des dispositifs de partage des connaissances apparentés, tels que le Centre d'apprentissage de finance rurale et le Réseau d'information sur les opérations après récolte, ont été améliorés, tandis qu'un nouveau Centre de ressources sur l'agriculture contractuelle a vu le jour pendant l'exercice biennal.

46. Des ateliers ont été organisés en Afrique et en Asie sur la création et la gestion des associations interprofessionnelles pour améliorer l'organisation des marchés et les liaisons commerciales, et une étude a été réalisée sur les associations articulées autour d'un produit, en tant qu'outils de développement des filières d'approvisionnement. Une réunion d'experts s'est penchée sur la gestion des risques associés au crédit agricole (réunion organisée en coopération avec la Banque mondiale, l'Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique (AFRACA) et la Land Bank of South Africa). D'autres études ou publications ont porté sur: la finance structurée pour l'agriculture dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale en quête de nouveaux moyens de faciliter l'accès à la finance tout en réduisant les risques; les fonds d'investissement pour l'agriculture; les conglomérats d'entreprises agricoles, en tant que catalyseurs du développement de l'agro-industrie; et la caractérisation et le classement des conditions propices au développement des entreprises agricoles et de l'agro-industrie.

47. De nouveaux outils de formation ont été conçus sur la gestion des entreprises agricoles par les associations de producteurs et la promotion des alliances productives dans les filières agroalimentaires. Des conférences régionales sur le financement des filières agricoles se sont tenues en Asie (Inde et Malaisie) et en Afrique (Kenya), s'inscrivant dans le prolongement d'un atelier organisé antérieurement pour l'Amérique latine en décembre 2007. Les études sur le potentiel commercial des produits traditionnels et spécialités alimentaires en Afrique ont été achevées et des ateliers de renforcement des capacités ont été mis sur pied. Des études d'évaluation des besoins, concernant les stratégies de modernisation des procédés de fabrication locaux, ethniques et traditionnels, ont été conduites en Inde, au Bangladesh, en Thaïlande et aux Philippines et ont débouché sur la préparation d'un manuel de formation.

48. Un séminaire régional sur le développement rural et le lien existant entre la qualité des produits alimentaires et leur origine géographique s'est déroulé (en Asie) fin 2009, et un atelier régional de renforcement des capacités sur le même sujet a été organisé au Costa Rica. Deux ateliers sur les liens des agriculteurs avec les marchés et le rôle des ONG se sont tenus en Asie et en Afrique tandis qu'un atelier consacré à l'agriculture contractuelle et son rôle dans l'amélioration des liens et des services d'appui pour les petits agriculteurs a été organisé en Afrique. Des guides sur l'investissement et le renforcement des capacités en matière d'application des bonnes pratiques agricoles dans le secteur des fruits et légumes frais ainsi que sur l'amélioration de l'accès des agriculteurs au marché des produits certifiés ont été préparés. La

FAO s'est attelée à l'élaboration d'un programme cadre pour la réduction des pertes post-récolte en Afrique, en collaboration avec la Banque africaine de développement.

49. Les autres activités et produits ont été les suivants: un guide sur la gestion post-récolte des céréales vivrières dans les exploitations; un rapport de synthèse sur l'évaluation des stratégies de commercialisation, des mécanismes de financement et des possibilités de création de valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture biologique; le développement de la série très demandée des brochures sur la diversification (13 sujets allant de l'horticulture à la préparation des cuirs et peaux); des guides sur la vulgarisation en matière de gestion des exploitations et la formation dans les écoles de gestion agricole; l'évaluation des programmes de mécanisation agricole dans le secteur public en Afrique; l'actualisation du manuel de la FAO sur les structures des exploitations; des tables rondes sur l'investissement dans la mécanisation agricole et le développement des infrastructures répondant aux besoins du marché en Afrique; un guide sur l'agencement, la conception, la gestion et l'entretien des infrastructures de conditionnement des produits; une publication sur l'évaluation des partenariats public-privé de développement des infrastructures rurales répondant aux besoins du marché.

50. L'appui fourni aux programmes de terrain s'est principalement focalisé sur les projets misant sur la commercialisation pour assurer la sécurité alimentaire et le "programme tous ACP relatif aux produits de base agricole", conduit dans les Caraïbes, en Afrique et dans le Pacifique.

B. CHAPITRE 3: ÉCHANGE DE CONNAISSANCES, POLITIQUES GÉNÉRALES ET ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

Programme 3B: Politiques alimentaires et agricoles

51. La FAO a produit et diffusé ses grandes publications phares, notamment les rapports annuels: "La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture", consacré plus particulièrement aux biocombustibles (2008) et à l'élevage (2009), et "L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde", qui a évoqué la crise de la flambée des prix des denrées alimentaires (2008) et la crise économique (2009). L'analyse des retombées des crises alimentaires et économiques mondiales sur les pauvres et les personnes touchées par l'insécurité alimentaire a aussi été abordée dans divers autres ateliers, publications et manifestations de haut niveau, par exemple la Conférence de haut niveau de juin 2008 et le Forum d'experts de haut niveau sur le thème "Nourrir le monde en 2050" (octobre 2009).

52. En 2009, les membres du CSA se sont attelés à sa réforme, en vue de renforcer l'architecture et la gouvernance mondiale du système global de sécurité alimentaire. Les résultats ont été approuvés par la Conférence de la FAO et entérinés par les chefs d'État et les gouvernements lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de novembre 2009. Le CSA sera plus ouvert et il lui incombera de créer une plate-forme où un vaste éventail de parties prenantes déterminées pourront épauler collectivement les processus conduits par les pays pour combattre la faim et garantir la sécurité alimentaire et la nutrition à tous.

53. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les activités d'information, d'analyse et de conseil en matière d'élaboration des politiques, fondées sur des faits concrets, ont couvert notamment: l'analyse de la vulnérabilité au Tchad, au Kenya, en Palestine, au Soudan, en Somalie et dans la région Asie (Asie-système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV)), les dispositifs de protection sociale au Bangladesh, l'information sur les politiques au Kenya, l'analyse des filières et de la nutrition aux Caraïbes, un examen détaillé du secteur agricole et alimentaire en Égypte suite à la flambée des prix des denrées alimentaires, sans oublier plusieurs études nationales et régionales sur les prix et les marchés.

54. La phase précédente du programme "Information pour l'action en matière de sécurité alimentaire" de la Commission européenne et de la FAO s'est achevée en 2008. Le programme a couvert 17 pays, dans le but d'améliorer la capacité nationale d'utiliser l'information sur la sécurité alimentaire pour élaborer des politiques et des programmes de lutte contre la faim plus efficaces.

En 2009, le programme est entré dans une nouvelle phase (sous le titre “Sécurité alimentaire: l'information pour la prise de décision”), privilégiant l'amélioration de la quantité et de la qualité de l'information sur la sécurité alimentaire et de son analyse et encourageant son utilisation dans les processus de prise de décision. Le programme fait office de plate-forme mondiale pour six programmes régionaux exécutés par l'Union européenne dans le cadre de son “Programme thématique sur la sécurité alimentaire”. Les réalisations pendant l'exercice biennal 2008-2009 ont été les suivantes: des normes harmonisées en matière de sécurité alimentaire et des outils d'analyse dans ce domaine, par exemple: le poste de travail du système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) et les couches administratives sous-nationales du système de classification par couches administratives (GAUL); un outil renforçant la capacité de récupération (mis en œuvre en Palestine), appuyant le processus de classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire; et des outils relatifs à la nutrition pour évaluer la diversité du régime alimentaire. Le programme a produit des publications de premier plan, étayées par des campagnes et des séminaires de communication.

55. Le projet consacré aux activités rurales génératrices de revenus a permis de mieux comprendre les ménages ruraux dans les régions en développement, notamment la façon dont ils conduisent des activités économiques variées dans le cadre de stratégies de subsistance complexes. Ce projet a fonctionné par le biais: a) d'une base de données novatrice sur les sources de revenus, résultant de 29 enquêtes couvrant 17 pays en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique latine; et b) d'études sur les principales recherches en matière de politiques. Les données ainsi générées sont utilisées très largement par les chercheurs des institutions publiques et privées, par la FAO elle-même dans ses propres rapports phares et par d'autres organisations dans des rapports analogues (le Rapport sur le développement dans le monde de 2008: et le Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale de 2010).

Programme 3C: Commerce et marchés

56. En ce qui concerne *l'analyse à court terme des marchés*, l'indice des prix des aliments de la FAO a continué d'être considéré comme une référence en la matière, en cette période où les cours internationaux des produits alimentaires sont surveillés avec une extrême attention. L'indice, mis à jour chaque mois, peut être consulté sur le Portail de la situation alimentaire mondiale, qui est aussi devenu une source primordiale d'informations actualisées sur les marchés des denrées alimentaires dans le monde entier. Comme par le passé, les “Perspectives de l'alimentation”, la publication bien connue de la FAO qui fournit des prévisions à court terme sur les marchés mondiaux des produits alimentaires et des aliments pour animaux, a continué de bénéficier d'une importante couverture médiatique, soulignant le rôle de chef de file joué par la FAO lorsqu'il est question de fournir une information et une analyse actualisées concernant les marchés des matières premières agricoles.

57. S'agissant des *projections à moyen terme pour les produits*, la FAO et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont conçu ensemble un système de modélisation permettant de faire des projections pour les prix, la production, l'utilisation, les réserves et le commerce des principales matières premières agricoles dans le monde. Le système, qui associe le modèle AGLINK de l'OCDE et le modèle de simulation des produits de base (Cosimo) de la FAO, englobe actuellement quelque 55 pays et régions et 18 produits. Les projections ainsi obtenues sont utilisées pour préparer les “Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO”, une publication annuelle qui présente l'évolution prospective sur dix ans des principaux marchés mondiaux de produits agricoles.

58. L'année 2009 a coïncidé avec l'*Année internationale des fibres naturelles*, dont la déclaration a reflété l'importance de ce groupe de produits pour un grand nombre de pays, en particulier les plus vulnérables. Les objectifs de cette année internationale étaient, en particulier, d'améliorer la vie des pauvres qui produisent et transforment les fibres naturelles, de promouvoir de nouveaux marchés et utilisations pour les fibres naturelles et d'améliorer l'efficacité et la pérennité des industries dans ce secteur. La FAO a veillé à sa célébration, en collaboration avec

les gouvernements, les organisations régionales et internationales, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les organisations pertinentes du système des Nations Unies. Le site web de l'Année internationale des fibres naturelles (www.naturalfibres2009.org), accessible en huit langues, a été au cœur de la campagne de la FAO. Une vidéo sur ce thème a été produite en sept langues, avec l'appui financier du Fonds commun pour les produits de base et l'Agence néo-zélandaise de développement économique. La FAO a également accueilli un défilé de mode organisé au Siège pour présenter les créations de couturiers italiens utilisant des textiles 100 % en fibres naturelles, tels que le coton biologique, le cachemire, l'alpaga et la soie. Une série de manifestations ont été organisées sous les auspices de l'Année internationale des fibres naturelles, ailleurs qu'à Rome (conférences, ateliers, expositions, séminaires, foires et festivals dans 50 pays).

59. La FAO, en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du commerce international CNUCED/Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds commun pour les produits de base, a mis en œuvre le *Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles*, financé par l'Union européenne, un programme d'une durée de quatre ans visant à renforcer la capacité des parties prenantes des régions Afrique, Caraïbes et Pacifique de développer et mettre en œuvre des stratégies durables pour les produits agricoles. Les activités ont été les suivantes i) la formulation de stratégies de développement de produit et l'exécution de plans efficaces dans le secteur du manioc en Zambie et au Guyana, du café au Cameroun, et des fruits et légumes à Samoa; ii) l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des marchés, des facteurs de production et des services, grâce à un renforcement des capacités en matière de développement et gestion des entreprises pour les coopératives, dans des pays sélectionnés de chaque région ACP; et iii) l'introduction d'instruments axés sur le marché pour réduire la précarité des revenus des producteurs.

60. Le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) a poursuivi ses activités de suivi et d'information sur la situation alimentaire mondiale, à la fois à l'échelon mondial et pour les pays à faible revenu et déficit vivrier, mais aussi pour chaque pays. Il a lancé des alertes précoces concernant des crises imminentes, tout en conduisant des évaluations conjointes avec le Programme alimentaire mondial (PAM) dans les pays à déficit vivrier. En 2009, des notes de synthèse électroniques par pays, ayant trait à la situation en matière de sécurité alimentaire, ont été mises en ligne pour présenter notamment des informations sur la campagne agricole en cours et les perspectives de récolte des principales cultures vivrières de base et de production de l'élevage. Les visites recensées sur le site web du SMIAR, qui étaient déjà relativement nombreuses, ont régulièrement augmenté depuis l'introduction de ces notes de synthèse sur la sécurité alimentaire par pays. De plus, des directives révisées intitulées "*Joint Guidelines for Crop and Food Security Assessments*" ont été publiées pour les missions réalisées conjointement dans les pays par la FAO et le PAM. Le SMIAR a appuyé l'initiative générale de la FAO sur la flambée des prix des denrées alimentaires, en créant un site web, "*National basic food prices – data and analysis*", où l'on peut trouver des données et des analyses sur les prix des denrées alimentaires de base dans les pays, couvrant aujourd'hui 73 pays. La FAO a également entrepris des missions et réalisé des études pour évaluer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la sécurité alimentaire des populations vulnérables au Pakistan, au Bangladesh, au Pérou et au Népal, en adaptant la méthodologie d'analyse de la vulnérabilité au suivi de la sécurité alimentaire et à l'évaluation de l'impact des chocs économiques à l'échelon du ménage.

Programme 3D: Information et statistiques agricoles

61. Dans le cadre des travaux statistiques de base de la FAO, les principales réalisations relevant de ce programme ont été les suivantes:

- la FAO a pris la tête des activités internationales concourant à la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles, en coopération avec les principaux partenaires de développement et sous les auspices de la Commission de statistique des Nations Unies, englobant: les nouvelles normes et classifications internationales (CITI, CCP, SH,

affectation des terres...); les directives méthodologiques; l'organisation de réunions et la collecte conjointe de données;

- mis en place des mécanismes de coordination plus efficaces pour les systèmes statistiques de la FAO, avec la création de deux comités permanents (l'un chargé des décisions stratégiques et l'autre des décisions techniques et de l'exécution) et l'établissement d'un organigramme des séries et bases de données existant dans la FAO;
- assuré le développement et la mise en œuvre de CountrySTAT dans 17 pays d'Afrique subsaharienne, dans le cadre d'un projet interrégional financé par la fondation Bill et Melinda Gates; l'assistance a également comporté la promotion de la participation des pays au recensement mondial de l'agriculture 2010, par le biais d'études méthodologiques, consultations d'experts, séminaires et activités de renforcement des capacités;
- entretenu et amélioré sans relâche FAOSTAT, la base de données institutionnelles pour la gestion et la diffusion des données statistiques; à cet effet, il a été nécessaire de renforcer à la fois le matériel et les logiciels. Les séries de données fondamentales ont été actualisées, validées et diffusées, notamment les statistiques sur: les ressources, la production, les prix, le commerce agricole et les flux commerciaux par origine et destination; les bilans disponibilité-utilisation pour les produits végétaux et animaux, le commerce agricole, la production, les prix des intrants et les indices de productivité et les bilans alimentaires; le site web de la division de la statistique a été entièrement remanié et l'accès à la base de données FAOSTAT a été simplifié;
- compilé les indicateurs de la sécurité alimentaire utilisés pour suivre la réalisation des objectifs du Sommet alimentaire mondial et des Objectifs du Millénaire pour le développement; contribué aux grandes publications phares de la FAO; assuré la mise à jour des bases de données spécialisées sur la sécurité alimentaire, l'investissement dans l'agriculture, l'aide en faveur de l'agriculture, les dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture, les indicateurs macroéconomiques et le recensement de l'agriculture, en vue de suivre les autres aspects de l'agriculture et du développement rural; des travaux ont également été menés sur la ventilation des données par sexe et autres paramètres.

Programme 3E: Alliances et initiatives de plaidoyer contre la faim et la pauvreté

62. Les pays ont été épaulés pour la mise en œuvre des *Directives relatives au droit à l'alimentation*, par le biais de méthodes et outils, conseils en matière de politiques, information et renforcement des capacités. Organisé au Siège en 2008, le Forum sur le droit à l'alimentation, où plus de 400 participants représentant des gouvernements, des universités, des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile se sont rassemblés pour échanger les expériences et les enseignements issus de la mise en œuvre des directives à l'échelon national, a été une réalisation de premier plan. En 2009, la FAO a lancé la Boîte à outils méthodologique, en tant que série complète d'outils susceptibles d'aider les pays à intégrer le droit à l'alimentation dans les lois, le suivi et évaluation, l'éducation et les pratiques de préparation du budget. Le site web de la FAO sur le droit à l'alimentation a reçu un nombre considérable de visites.

Programme 3F: Parité et équité dans les sociétés rurales

63. Ce programme a continué d'étayer l'*intégration de la parité hommes-femmes* au sein de la FAO, en s'appuyant sur le troisième plan d'action pour la parité hommes-femmes et le développement (2008-2013) adopté par la Conférence de la FAO en 2007. À la différence de ses prédécesseurs, ce plan d'action définit des résultats tangibles et des indicateurs. C'est pourquoi, on a restructuré le Réseau de points de contact pour la parité, qui est chargé de jouer un rôle clé dans la formulation des composantes applicables des nouveaux objectifs stratégiques de la FAO, qui devront être reflétées dans le PTB 2010-2011.

64. Un *soutien aux politiques* a été assuré en vue de favoriser l'intégration des questions liées à la parité, au VIH et au sida dans les politiques et programmes d'agriculture et de développement rural en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Des directives concernant la prise en compte des

spécificités de chaque sexe ont été élaborées pour les cadres nationaux sur les priorités à moyen terme et la FAO a aidé les pays à améliorer la collecte, l'analyse et la restructuration des statistiques agricoles dans les systèmes nationaux. La FAO a aussi participé au dialogue approfondi conduit pendant la huitième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Concernant les sessions de la société civile associées au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (2009), l'une a porté sur les femmes rurales et l'autre sur les peuples autochtones, et toutes les deux ont débouché sur la formulation de recommandations pour le Sommet.

65. La FAO a aidé les gouvernements et les autres parties prenantes à acquérir la capacité d'analyser et d'intégrer les questions de parité dans les politiques et programmes d'agriculture et de développement rural, grâce à des formations, des actions de promotion et la mise au point d'outils et de méthodes. Un nouvel outil, ciblant les gestionnaires de l'agriculture de niveaux moyen et supérieur et visant à faciliter la planification et la mise en œuvre des interventions conduites dans le secteur agricole pour faire front au sida a été expérimenté dans divers pays. En ce qui concerne l'intégration de la parité, des outils du programme d'analyse socio-économique et d'étude de la parité hommes-femmes ont été adaptés aux contextes régionaux et nationaux ainsi qu'aux questions émergentes, telles que la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique.

66. S'agissant de *la génération de connaissances*, la gestion et l'action de plaidoyer, des études analytiques ont été entreprises sur la connexion entre l'agriculture, la parité et la sécurité alimentaire. On s'est particulièrement intéressé aux dimensions telles que: le changement climatique, la bioénergie, le commerce, la gestion des risques de catastrophe, les maladies et la santé, la migration, la biodiversité agricole, l'emploi rural et les violences contre les femmes. Des publications ont été produites sur les liens existant entre la sécurité alimentaire et les maladies animales, végétales et humaines, la parité hommes-femmes et le changement climatique, et la parité hommes-femmes et les droits fonciers. Plusieurs manifestations en faveur de la parité, en particulier la Journée internationale de la femme, ont été organisées en collaboration avec d'autres organisations ayant leur siège à Rome.

Programme 3G: Moyens d'existence en milieu rural

67. Le partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'emploi agricole et rural a continué, conformément au mémorandum d'accord signé en 2004. Un site web commun FAO-OIT, "Alimentation, agriculture et travail décent", fournit aujourd'hui des informations et améliore la visibilité des travaux conduits conjointement sur des questions choisies dans le domaine de l'emploi rural. De plus, dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté et du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour le plein emploi productif et le travail décent pour tous, la FAO a été le centre de coordination de la mise en œuvre conjointe de deux des Initiatives communes contre la crise du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, en particulier, le Pacte mondial pour l'emploi: "Dynamiser l'emploi, la production, l'investissement et la demande agrégée, et soutenir le travail décent pour tous", et l'Initiative des Nations Unies pour une protection sociale minimale.

68. Parmi d'autres grandes réalisations, le programme a poursuivi l'analyse des questions et tendances de l'emploi et des sources de revenus en milieu rural et compilé les mesures et les bonnes pratiques novatrices. L'atelier FAO-OIT-FIDA, "Lacunes, tendances, état de la recherche en matière de genre et d'emploi agricole et rural: quels sont les moyens pour sortir de la pauvreté" (mars 2009) a débouché sur la formulation de nouvelles recommandations générales concernant la parité hommes-femmes et l'emploi rural, qui serviront de base à une publication et plusieurs notes d'orientation. De plus, un projet de *stratégie pour l'emploi rural* a été formulé en vue de permettre à la FAO d'apporter aux pays un soutien complémentaire, cohérent avec l'appui apporté par le reste du système des Nations Unies. La FAO, de concert avec l'OIT, a aussi joué un rôle de chef de file dans Le Partenariat international de coopération sur le travail des enfants et l'agriculture (PITEA).

69. Les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes ont contribué à promouvoir l'emploi des jeunes en milieu rural, en s'appuyant sur le développement des compétences. En 2008-2009, les écoles pratiques d'agriculture ont été promues dans 17 pays. Le manuel intitulé "Un bon départ", expliquant comment faire fonctionner une école pratique d'agriculture et de vie pour les jeunes, a été largement diffusé, et une série d'outils de suivi et d'évaluation a été mise au point.

70. Le projet pour "une agriculture et un développement rural durables dans les régions montagneuses", bénéficiant d'un appui de la Suisse et de la France, a évalué les politiques, les institutions et les processus liés aux zones montagneuses dans les pays des Carpates et des Balkans et en Éthiopie, et formulé des recommandations. L'un des aspects les plus intéressants qui a été mis en lumière par ce projet est la question de la rémunération des externalités positives fournies par les populations montagnardes et les régions de montagnes. La FAO a documenté et analysé des cas concrets et mis sur pied des propositions de projets pilotes.

71. Un atelier sur les enseignements à tirer des bonnes pratiques en matière de renforcement des institutions de développement agricole et rural a été organisé au Siège (septembre 2009), en vue de recenser les politiques et les mesures les plus adaptées pour promouvoir *des institutions rurales efficaces*. Une publication sur les façons d'améliorer la sécurité alimentaire et d'autonomiser les petits producteurs en tirant parti des bonnes pratiques de renforcement des institutions de développement agricole et rural, fondée sur les résultats de l'atelier, sera produite en 2010 et présentera notamment 35 bonnes pratiques sélectionnées. Un grand nombre de publications et sources d'information sur le renforcement des institutions, susceptibles d'intéresser les organisations de producteurs, ont été mises en ligne sur le Portail de la FAO pour le renforcement des capacités. Le site web sur la *participation* (<http://www.fao.org/participation/>) a aussi diffusé des outils et des méthodologies favorisant la participation à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets et des politiques.

Programme 3H: Échange d'informations et renforcement des capacités

72. Le programme a été le fer de lance des activités menées sur deux thèmes interdisciplinaires prioritaires pendant l'exercice biennal 2008-2009: la gestion des savoirs et le renforcement des capacités. Les travaux relatifs au premier thème ont été articulés sur la Stratégie de gestion des connaissances de l'Organisation, dotant la FAO d'une vision d'avenir et de pistes à suivre dans le domaine du partage des connaissances. Plusieurs entités de programme ont étayé la stratégie de gestion des connaissances, par le biais de réseaux d'information et d'échange de connaissances, de normes visant à faciliter l'échange d'information et d'outils et services fournis aux utilisateurs des informations de la FAO ainsi qu'aux membres de l'Organisation. La plateforme du Centre mondial d'information agricole, WAICENT, a étendu ses services interactifs par l'intermédiaire du site "Ask FAO" qui exploite les connaissances tacites de l'Organisation concernant les savoirs techniques et les meilleures pratiques dans le monde. En moyenne, on a compté 3,5 millions de visites mensuelles sur le site web de la FAO. Le portail de la FAO consacré aux profils de pays (<http://www.fao.org/countryprofiles/>) a été amélioré, bénéficiant de la couverture de données supplémentaire fournie par les profils EarthTrends. Le système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles, AGRIS (<http://www.fao.org/agris>), a continué de faire partie des sites de la FAO les plus populaires, tandis que quelque 140 000 nouvelles entrées ont été ajoutées à la banque de connaissances. Un autre portail (<http://www.1billionhungry.org/>) a lancé, à temps pour le Sommet sur la sécurité alimentaire mondiale 2009, une campagne de plaidoyer internationale: 1 milliard d'affamés - Pétition pour éradiquer la faim.

73. Le développement de normes d'échange d'information a consisté à instaurer des partenariats stratégiques avec des institutions de recherche et de développement, tout en facilitant le partage de l'information. On a remanié la conception du site web des normes pour la gestion d'informations agricoles, <http://www.fao.org/aims>, améliorant l'accès au registre du service d'ontologie agricole et facilitant la création de différentes communautés d'utilisation des normes.

Le premier réseau consacré à l'ontologie de la pêche a vu le jour. De plus, l'ontologie géopolitique, qui rassemble l'information la plus récente, par nom de pays, dans toutes les langues de la FAO et pour tous les systèmes de codification internationaux, a été lancée et est utilisée par divers systèmes au sein de la FAO et dans d'autres organisations. La communauté des utilisateurs du thésaurus multilingue de terminologie agricole, AGROVOC, a continué de grossir, avec l'ajout des versions coréennes et russes en 2009. Fedora Commons est devenu le nouveau système ouvert de stockage de données numériques de la FAO dans le programme pour des archives ouvertes, débouchant sur la mise en place d'une base de donnée unifiée pour les métadonnées, un nouveau système de catalogage, un flux de travail amélioré au sein de l'Organisation et une nouvelle interface de recherche pour les archives de documents de l'Organisation

(<http://www.fao.org/documents>), qui comporte maintenant des liens avec FAO GoogleBooks.

Cette nouvelle fonction a donné aux publications de la FAO qui, jusqu'ici, étaient exclusivement accessibles par GoogleBooks, la visibilité qu'elles méritent tout en témoignant du travail remarquable effectué par Google pour numériser des milliers de publications de la FAO. La bibliothèque David Lubin a permis l'accès à la collection du "Centre international de Sylviculture" et aux travaux historiques de Lord Boyd Orr, grâce à des projets associatifs, et assuré toute une série de services de bibliothèque à l'intention des utilisateurs et membres de la FAO. En même temps, des contributions substantielles ont été faites aux projets de gestion de l'information et des connaissances dans les pays, par exemple dans le cadre du Indian National Agricultural Improvement Programme, où une assistance a été fournie pour la mise sur place d'archives ouvertes sur les sciences et la technologie agricoles.

74. La *Foire du partage des savoirs* (<http://www.sharefair.net/home/en/>) qui s'est tenue en janvier 2009, a été une manifestation marquante. Fruit de la collaboration entre cinq organisations ayant leur siège à Rome (FAO, FIDA, PAM, GCRAI et Bioversity International), elle a servi de vitrine aux outils de partage des connaissances tels que les blogs et les wikis. La Foire du partage des savoirs a donné naissance au "*Knowledge Café*", où les membres du personnel peuvent créer des profils et partager des compétences, utiliser des blogs pour traiter du partage des savoirs à l'intérieur de l'Organisation et s'informer sur les méthodes et outils de partage des connaissances.

75. La *stratégie de renforcement des capacités* a été parachevée à l'issue d'une vaste consultation avec les pays membres et les principaux partenaires parmi les institutions de développement internationales et au sein de la FAO elle-même. La stratégie repose sur les principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de 2005 et le document du Comité d'aide au développement (CAD/OCDE) intitulé "Relever le défi posé par le renforcement des capacités: évoluer vers de bonnes pratiques". Fondée sur une approche intégrée, la stratégie s'attaque au renforcement des capacités aux niveaux de la personne, de l'organisation et de l'institution (des politiques). Un portail web a été créé pour présenter des études de cas illustrant les bonnes pratiques (www.fao.org/capacitybuilding).

76. L'appui au renforcement des compétences techniques et à l'apprentissage a misé sur les *programmes d'apprentissage électroniques*, qui ont assuré une formation en cours d'emploi aux cadres de la FAO et des pays en développement et ont touché plus de 160 000 personnes dans le monde entier. L'enseignement offert par le kit de ressources pour la gestion de l'information (<http://www.imarkgroup.org/>) a été articulé en six modules, dont quatre sont désormais disponibles en trois langues, et dont le dernier s'intitule "*Web 2.0 and Social Media for Development*". Les Nations Unies et les autres organisations internationales ont collaboré avec des partenaires nationaux et régionaux et plusieurs établissements d'enseignement et de formation, par exemple, l'université ouverte de Catalogne, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'université virtuelle africaine, Renforcement des capacités et développement international-Allemagne (InWent) et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET). Des moyens d'apprentissage électroniques et, par le biais du réseau *Train4Dev Network*, un accès aux ressources d'autres institutions ont également été proposés au personnel.

77. La FAO a maintenu son appui en faveur du “Programme visant à combler le fossé numérique rural”. Premièrement, le *système de recherche mondiale en ligne sur l’agriculture (AGORA)* a continué de fournir à certain des pays les plus pauvres du monde un accès gratuit ou peu onéreux à la littérature scientifique (plus de 2 000 institutions enregistrées fin 2009 et 275 000 articles téléchargés d’Elsevier rien qu’en 2009). Deuxièmement, la FAO, en sa qualité d’organisation chargée de faciliter les suites données à la ligne d’action sur le *téléenseignement de l’agriculture* (dans le contexte du Sommet mondial sur la société de l’information), a pris la tête d’une communauté de pratique mondiale dynamique, dotée d’une plateforme sur l’Internet (<http://www.e-agriculture.org/>) qui rassemble plus de 6 000 membres individuels de plus de 150 pays. Troisièmement, un nouveau partenariat mondial: *Cohérence de l’information sur la recherche agricole pour le développement (CIARD)* (<http://www.ciard.net/>), a été lancé en collaboration avec le Forum mondial sur la recherche agricole, l’Association internationale des spécialistes de l’information agricole, le GCRAI et d’autres partenaires, pour rendre l’information relevant du domaine public véritablement accessible. Cinq consultations régionales ont été conjointement organisées par les partenaires fondateurs en 2009 avec l’objectif d’affiner le manifeste et les valeurs de l’initiative. Dans le cadre de celle-ci, la FAO a apporté son appui à des projets et des réseaux d’archives ouvertes au Bangladesh, en Chine, en Colombie, au Ghana, en Inde, au Kenya, au Laos, au Pérou, en Thaïlande et en Zambie. Une collaboration étroite avec le Secrétariat du Forum mondial sur la recherche agricole a conduit au développement et au lancement du CIARD RING (carte des pôles et portails d’accès à l’information) (<http://ring.ciard.net/>), un registre mondial des services d’information agricole. Enfin, les systèmes d’information agricole ont bénéficié d’une aide, par le biais de projets de terrain en Arménie, au Bhoutan, au Chili, au Costa Rica, en Jordanie, en Oman et au Panama, un grand nombre d’entre eux utilisant le modèle conceptuel du Réseau virtuel de communication pour la vulgarisation et la recherche, pour améliorer le lien vulgarisation-recherche (<http://km.fao.org/vercon>).